

Riddell, Roger C. *Foreign Aid Reconsidered*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1987, 319 p.

Martin Rudner

Volume 19, numéro 4, 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702426ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702426ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Rudner, M. (1988). Compte rendu de [Riddell, Roger C. *Foreign Aid Reconsidered*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1987, 319 p.] *Études internationales*, 19(4), 735–736. <https://doi.org/10.7202/702426ar>

Cet ouvrage ne se lit pas d'un couvert à l'autre, mais il ne peut laisser indifférents tous ceux que les questions du tiers monde intéressent à un titre ou à un autre.

André JOYAL

*Département d'économie
Université du Québec à Trois-Rivières*

RIDDELL, Roger C. *Foreign Aid Reconsidered*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1987, 319p.

Après une longue période durant laquelle peu de choses étaient écrites sur l'aide étrangère, ces dernières années témoignent de production de livres et d'articles d'une profonde signification qui examinent les modes et les enjeux d'actualité dans l'aide au développement international. Sans aucun doute, le livre de Roger Riddell représente un des plus réfléchis et des plus stimulants de ceux-ci. Son livre traite des dimensions éthiques, théoriques, historiques et empiriques des transferts officiels de l'aide au développement. Il s'agit d'une lecture obligatoire pour tous ceux qui s'intéressent à l'aide officielle au développement, pour les universitaires et les praticiens, pour les donateurs et les bénéficiaires de même que pour les partisans et les critiques.

M. Riddell est visiblement conscient du fait que, finalement, les racines de l'aide étrangère peuvent être retracées à des considérations morales et éthiques. Les impératifs moraux qui motivent l'aide officielle au développement sont de plusieurs ordres. M. Riddell s'assure que chacun de ces cas d'aide fasse l'objet d'une analyse critique. La discussion présentée est lucide et même excitante intellectuellement. Mais, au bout du compte, les arguments moraux et éthiques font face à deux séries de jugements au sujet des gouvernements et des marchés. Les gouvernements des pays bénéficiaires de l'aide sont-ils prédisposés à promouvoir le développement national, ou sont-ils fondamentalement oppresseurs vis-à-vis des pauvres dans leurs sociétés? De même, la place du marché économique travaille-t-elle dans le sens de la stimulation des activités économiques, ou représente-t-elle un obstacle à l'allègement de la pauvreté?

Il est intéressant pour les Canadiens de replacer les arguments moralo-éthiques dans le contexte du programme officiel d'aide au développement du Canada. Regrettablement, les révisions parlementaires et gouvernementales récentes de la politique d'aide étrangère canadienne et des relations internationales du Canada n'ont pas cherché à établir une base morale pour l'ensemble de la programmation de l'aide au développement qui était préconisée. Qu'il y ait un cas moral pour l'aide étrangère a été pris pour acquis dans ce processus. Malgré cela, comme le démontre Riddell, les différents cas d'aide étrangère ont certaines implications au niveau des orientations des politiques dans ce domaine. L'hésitation de philosopher sur ces questions prive les Canadiens d'une interprétation rationnelle de leur participation dans le domaine de l'aide au développement international. Cette carence est d'autant plus fortement ressentie dans la mesure où le public canadien exprime de fermes motifs humanitaires et philanthropiques par son soutien aux efforts d'aide étrangère de son gouvernement.

Après s'être penché sur le cas moralo-éthique, Riddell replace l'aide étrangère dans le contexte des théories économiques et des théories du développement contemporaines. Au début de la période post-Seconde Guerre mondiale, les penseurs économiques se sont tournés vers l'aide étrangère pour fournir une poussée d'envoi vers un décollage économique dans les pays à développer. Dans cette optique, l'aide au développement international était considérée comme un investissement temporaire de capital à grande échelle. Avec le temps, l'évolution de la pensée économique sur le développement a aussi transformé le rôle assigné à l'aide étrangère. Durant les années soixante, l'aide au développement était considérée comme un moyen de surmonter certaines contraintes et certains goulets d'étranglement au niveau des ressources, qu'ils s'agissent d'expertises humaines et d'habiletés techniques, de capital ou de produits de base. Dès les années soixante-dix, émergeait une préoccupation pour les besoins humains de base, du moins au sein des gouvernements donateurs et parmi les universitaires, préoccupation qui tendait à vouloir con-

centrer l'aide étrangère sur l'allègement de la pauvreté (malgré le rejet de ce concept par les pays récipiendaires). Avec le regain de l'attention accordée au facteur de la croissance économique dans les années quatre-vingt, l'aide étrangère est maintenant considérée comme un instrument pour faciliter les ajustements structurels des économies de pays en développement dans une perspective d'avantages comparatifs. Riddell soumet les différents rôles donnés à l'aide étrangère dans ces théories à un examen et une analyse critiques, soulignant leurs implications aux niveaux de l'allocation de ressources, des secteurs d'activités et des groupes cibles.

Il convient de noter que les opinions et positions officielles sur le programme d'aide canadien ne reflètent pas toujours la perspective associée aux gouvernements conservateurs des États-Unis, de la Grande-Bretagne et l'Allemagne de l'Ouest. Tandis que ces donateurs-là ont tendance à orienter leurs programmes d'aide dans le sens d'un soutien à la restructuration des économies des pays récipiendaires dans le cadre d'une économie de marché, le programme canadien d'aide au développement cherche plutôt à se concentrer encore plus intensément sur le développement des ressources humaines. Il s'agit visiblement de la direction confirmée par le Livre blanc parlementaire et la réponse gouvernementale l'année passée. La concentration sur le développement des ressources humaines laisse supposer que l'aide étrangère canadienne ne visera plus à contribuer directement à l'allègement de la pauvreté. En revanche, le programme se donne pour objectif d'aider à bâtir une base d'expertises humaines, d'habiletés techniques et d'arrangements institutionnels pouvant faciliter les activités de développement.

La description empirique de programmes et de projets d'aide étrangère soulève la question de l'efficacité. Le problème touche la capacité d'évaluation de l'impact des efforts d'aide étrangère sur le développement. Riddell conclut que les neuf cents projets d'évaluation dirigés par des pays donateurs depuis 1970 s'avèrent insuffisants pour permettre une formulation de propositions sur la notion d'efficacité. Le livre tend assurément à présenter le

point de vue que l'aide étrangère a eu des effets positifs, mais que les preuves empiriques sur l'efficacité doivent demeurer provisoires. Par conséquent, plus d'études sont nécessaires. Mais le processus d'évaluation devrait jouer plus qu'un rôle d'appréciation extérieure en servant, par la même occasion, de mécanisme utile dans l'engrenage de la gestion des programmes et des projets d'aide étrangère. De cette façon, ces programmes et projets seront sensibles à, et à l'écoute de la dynamique de la situation dans le pays récipiendaire affecté.

Martin RUDNER

*Norman Paterson School of International Affairs,
Université Carleton, Ottawa.*

ÉCONOMIE INTERNATIONALE

AYOUB, Antoine, PERCEBOIS, Jacques
(Sous la direction de). *Pétrole: Marchés
et stratégies*. Paris, Économica, Coll.
« Bibliothèque des Matières Premières »,
1987, 330p.

Le volume contient les actes d'un colloque tenu à Grenoble en mars 1986 et dont le but consistait à la fois à faire le point de la situation énergétique mondiale depuis dix ans et à tenter d'examiner si des éléments de prospectives pouvaient être définis.

Le marché international de l'énergie a été affecté par deux chocs, ceux de 1973 et de 1981-1982. Le premier choc fut plus spectaculaire, parce qu'il interrompait une pratique de faible coût pétrolier et parce qu'il révélait la perte de pouvoir des sept grandes compagnies américano-britanniques qui monopolisaient le marché depuis le début du siècle. L'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole, l'OPEP, devenait le nouveau pouvoir. Elle fonctionna moins comme un cartel de production que comme un bloc d'intérêt capable d'infléchir le commerce international des produits pétroliers. Entre 1973 et 1980, la demande des États consommateurs dépassait la masse offerte par les producteurs; durant cette période, l'Arabie Saoudite, pays producteur le plus